

obligations; nous devons probablement prendre d'autres engagements. Dans les circonstances, étant donné la situation mondiale (il vaut mieux étudier le budget en regard du rapport présenté cette semaine par la Commission de contrôle du change étranger), préparons-nous à verser les mêmes impôts, au moins pendant quelques années, sans nous faire illusion et sans trop nous plaindre de notre sort.

L'exposé me paraît très juste. Il exprime la pensée de la population à l'heure actuelle.

Dès que les partis d'opposition parlent d'économie, nous tombons d'accord avec eux. Nous favorisons la réduction des dépenses. J'écoutais il y a un instant les observations de l'honorable député de Davenport (M. Mac-Nicol) au sujet des besoins qu'éprouvent les Provinces maritimes. Il a formulé des propositions très louables auxquelles il convient sans doute de donner suite. Que la Chambre songe toutefois à ce qu'il en coûterait au Trésor pour mettre à exécution les projets présentés de bonne foi, j'en suis sûr, par l'honorable préopinant.

Il importe de songer à cet aspect du budget et des finances nationales. J'ajoute un mot sur les impôts. Au cours de l'élection complémentaire tenue récemment dans Pontiac, le candidat de l'Union des électeurs s'est adressé aux votants de ce comté. Il a demandé aux ouvriers, aux colons et aux hommes de profession: "Vous plaît-il de verser l'impôt?" Comme s'il leur avait demandé si la variole ou la fièvre typhoïde leur plaisaient, tous ont répondu: non, il va sans dire. Personne n'aime l'impôt. Quant à moi, il me déplaît. Tous les membres du Parlement feraient à une telle question la même réponse que les électeurs de Pontiac l'automne dernier.

Mais sans reprendre haleine, le même orateur déclarait à ses auditeurs: "Si vous portez mon parti au pouvoir, à Ottawa, l'impôt disparaîtra." Voilà de la démagogie pure et simple, qui ne s'adresse aucunement à l'intelligence de nos gens, mais bien plutôt à leurs passions. La pire ennemie de la démocratie, c'est la démagogie, car elle permet à certains d'exploiter les passions des autres et d'enlever à la démocratie les éléments qui la rendent puissante et viable.

Il faut tenir compte de ces aspects de la question, car quel que soit le groupe au pouvoir à Ottawa, les impôts sont inévitables au Canada comme dans tous les autres pays du monde. Les Russes acquittent des impôts; les Français aussi; et les Britanniques paient des impôts en Grande-Bretagne socialiste, n'en déplaît à certains théoriciens. Je m'échauffe peut-être en formulant ces observations, mais je ne censure aucunement les théories des divers partis. J'ai étudié à fond les doctrines et le système monétaire préconisés par les créditistes. Or lorsque leurs adhérents dé-

[M. Bradette.]

clarent publiquement qu'ils aboliront les impôts s'ils prennent le pouvoir, alors je commence à douter de la sincérité des affirmations qu'ils formulent au cours des campagnes électorales.

Pourquoi les impôts sont-ils aussi élevés aujourd'hui? Je répondrai de la même façon qu'un de mes commettants. Lorsque les membres du parti conservateur-progressiste se plaignent des impôts trop élevés, je suis porté à leur répliquer: Que s'est-il produit au Canada depuis 30 ou 35 ans? N'oublions pas qu'au cours de cette période nous avons participé à deux guerres mondiales. Nous n'avons pas été les derniers à participer à la première Grande Guerre ni au deuxième conflit. Nous y avons pris part de plein gré.

Or que s'est-il produit durant ces années de guerre? Qu'est-il arrivé chaque fois que l'opposition conservatrice a provoqué une situation critique à la Chambre, durant la dernière guerre? Le Gouvernement signalait alors à l'opposition que tous les ministères de guerre du Canada accomplissaient un merveilleux effort et que toute la population, fût-elle à l'armée ou dans des emplois civils, jouait son rôle. Toutefois, l'opposition a suscité des impasses à maintes reprises et en plusieurs occasions les travaux de la Chambre ont souffert des manœuvres politiques auxquelles l'opposition a eu recours.

Que désiraient-ils? Qu'un autre million d'hommes revêtent l'uniforme militaire. Ils ne cessaient de dire à la Chambre que l'effort de guerre de notre pays n'était pas assez considérable et qu'il ne donnait pas suffisamment en prêt-bail aux alliés. Ils ne cessaient de clamer que nous tirions de l'arrière, tandis que de leur côté le ministre des Finances de l'époque, le premier ministre (M. Mackenzie King) et tous les membres du cabinet disaient au Parlement et au pays que le Canada faisait un superbe effort de guerre,—un effort intégral qui remplissait l'univers d'admiration.

Que serait-il arrivé si nous avions écouté l'opposition? Que serait-il arrivé si nous avions eu un gouvernement national, si nous avions écouté le comité des deux cents. Les impôts auraient triplé,—ils seraient trois fois ce qu'ils sont présentement. La chose est indéniable.

Nous devons avoir le sens des réalités, et il sied mal aux membres de l'opposition de dire que les impôts sont élevés. C'est vrai, ils le sont, mais il faut attribuer ce fait surtout à notre participation loyale et généreuse à deux grands conflits pour la défense de la démocratie et de la chrétienté, alors que l'existence du Canada, de l'Empire et de la civilisation même était en danger. Et nous